

Pôle cohésion sociale
Direction des sports
Rapporteur : Claudine SOURISSE

CONSEIL MUNICIPAL
DÉLIBÉRATION N°DEL2023_074
SÉANCE DU 5 AVRIL 2023

39 - ASSOCIATIONS SPORTIVES - CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

La commune de Cherbourg-en-Cotentin accueille une vie associative dynamique qui se traduit par l'existence d'un grand nombre d'associations sportives proposant à la population une offre diversifiée d'activités à pratiquer. Outil de réussite collective, d'identification mais aussi d'apprentissage individuel et collectif, outil de mieux vivre et de santé publique, de décloisonnement, le sport est une politique essentielle à Cherbourg-en-Cotentin.

A travers le subventionnement de ces associations, la commune soutient pas moins d'une cinquantaine de disciplines différentes.

Afin d'accompagner les associations du territoire dans la mise en place de leurs projets et d'assurer la cohérence avec la politique sportive du territoire, la commune de Cherbourg-en-Cotentin conventionne avec les associations sportives qui bénéficient d'une subvention et/ou de mises à disposition d'équipements et de personnels.

Associations	Montant de la subvention 2023
Amicale cycliste des 3 jours de Cherbourg en Cotentin	25 000 €
ACCAAMa	450 €
Aéroclub Jean Piquenot	1 200 €
AGV La Brèche	380 €
Amicale Cycliste Cherbourg en Cotentin	8 638 €
Amicale Jogging Cherbourg	1 307 €
Amont Quentin Football Club	1 400 €
Association Sportive Cherbourg Base-Ball	4 140 €
Association Sportive Cherbourg Boxe	3 430 €
Association Sportive Cherbourg Tennis de Table	3 600 €
Association Sportive de Sambo	395 €
Association Sportive du Golf de Cherbourg	2 000 €
Association Sportive Querqueville omnisports	46 080 €
Bowling Club de Cherbourg	5 800 €
Centre Médico Sportif	1 700 €
Cherbourg Aquasanté	4 000 €
Cherbourg Natation Plongée	9 551 €
Cherbourg Pétanque	1 500 €
Cherbourg Triathlon	3 942 €
Club Alpin Français	450 €
Club EPMM	450 €

Associations	Montant de la subvention 2023
Comité d'organisation des Foulées de la Presse de la Manche	31 500 €
Echecs +	10 000 €
Ecole de Bowling de Cherbourg	771 €
Etoile Sportive	1 334 €
France Shotokan Octeville	300 €
Gazelec Football	2 160 €
Judo Club Police	300 €
Kick Boxing Club	900 €
Les Terribles	4 229 €
Nord Cotentin Mountain Bike	5 434 €
Office Municipal des Sports	400 €
Randonneurs Cyclotouristes Cherbourg	380 €
USC Tennis de Table	5 835 €

Le conseil municipal est invité à attribuer les subventions présentées ci-dessus et autoriser Monsieur le Maire de Cherbourg-en-Cotentin à signer les conventions d'objectifs et de moyens avec les associations sportives mentionnées ci-dessus.

Vu l'avis favorable de la commission n°2 et après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte.

Heure de vote : 22h27		Nombre de votants : 53	
Pour : 47	Contre : 0	Abstention : 0	NPPV : 6 Anne AMBROIS Claudine SOURISSE Catherine GENTILE Lydie LE POITTEVIN Bernard BERHAULT Maurice ROUELLÉ

Le Maire,
Benoit ARRIVÉ

Le Secrétaire de Séance,
Patrice MARTIN

Ville de Cherbourg-en-Cotentin
Département de la Manche
Conseil municipal du 05 avril 2023

Mentions prescrites par circulaire de M. le Préfet de la Manche le 3/6/1885 :

Nombre de Conseillers en exercice : 55 – Présents à la séance : 44

Date de la convocation et de son affichage : 22 mars 2023

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Cherbourg-en-Cotentin

L'An Deux Mille Vingt-Trois, le cinq avril à 17h00, le conseil municipal de Cherbourg-en-Cotentin, dûment convoqué en date du 22 mars 2023 par M. ARRIVÉ, Maire, s'est réuni à la mairie de Cherbourg-en-Cotentin.

PRÉSENTS

AMBROIS Anne (mandataire FAGNEN Sébastien à son départ 22h30) - AMIOT Florence - ARRIVÉ Benoit (23h22 départ vote délibération 66) - BERHAULT Bernard - BERNARD Christian (mandataire BOUSSELMAME Nouredine à son départ 19h56) - BOUSSELMAME Nouredine - BROQUAIRE Guy - COUPÉ Stéphanie (mandataire LELONG Gilles jusqu'à son arrivée 18h25) - DUFILS Gérard - DUVAL Karine - FAGNEN Sébastien - FRANÇOISE Bruno (arrivée 17h45) - GENTILE Catherine - GRUNEWALD Martine - HAMEL Estelle (mandataire BERHAULT Bernard jusqu'à son arrivée 17h24 et à son départ 22h18) - HÉBERT Dominique - HÉBERT Karine (arrivée 17h29 - mandataire HÉRY Sophie à son départ) - HÉRY Sophie (mandataire SAGET Eddy jusqu'à son arrivée 18h35) - HULIN Bertrand (mandataire AMIOT Florence à son départ 22h18) - ISOIRD Valérie - JOZEAU-MARIGNÉ Muriel - LAINÉ Sylvie - LEFAIX-VÉRON Odile (mandataire GRUNEWALD Martine à son départ 22h18) - LEFRANC Bertrand - LEJAMTEL Ralph (mandataire LEJEUNE Pierre-François à son départ 23h11) - LEJEUNE Pierre-François - LELONG Gilles - LEMOIGNE Sophie - LEPOITTEVIN Gilbert - LEQUILBEC Frédéric (mandataire SAGET Eddy à son départ 23h06) - MAGHE Jean-Michel - MARTIN Patrice - MORIN Daniel - PECORARO Yvonne - PERRIER Didier - PLAINEAU Nadège (arrivée 17h43 mandataire LEFRANC Bertrand à son départ 22h35) - RONSIN Chantal - ROUELLÉ Maurice - SAGET Eddy (arrivée 17h52) - SIMONIN Philippe - TAVARD Agnès - VARENNE Valérie - VASSAL Emmanuel - VIVIER Nicolas (mandataire PECORARO Yvonne à son départ 20h05 jusqu'à son retour 22h18).

ABSENTS EXCUSÉS

CATHERINE Arnaud a donné procuration à HÉBERT Dominique
HUREL Karine a donné procuration à LEMOIGNE Sophie
KRIMI Sonia a donné procuration à MAGHE Jean-Michel
LAGALLARDE Quentin a donné procuration à LAINÉ Sylvie
LE POITTEVIN Lydie a donné procuration à AMBROIS Anne puis à TAVARD Agnès
MARGUERITTE Camille a donné procuration à BROQUAIRE Guy
MORIN Lucie a donné procuration à DUVAL Karine
SOURISSE Claudine a donné procuration à LEPOITTEVIN Gilbert
TARIN Sandrine a donné procuration à FRANÇOISE Bruno

ABSENTS

MARGUERITTE David
PIC Anna

M. MARTIN Patrice conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales remplit les fonctions de secrétaire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Caen, sis 3 rue Arthur Le Duc, BP 25086, 14050 - CAEN CEDEX 4 ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération xxxx à signer la présente convention
Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Amicale Cycliste des 3 jours de Cherbourg », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Bernard BERHAULT

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « organisation d'une épreuve cycliste nationale » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

* proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale

* véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

* participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville

* proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé

* favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles

* proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 25 000 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Local administratif place A. Rossel Cherbourg-Octeville

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée

entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes
- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association, Mr Bernard BERHAULT	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
---	-------------------------------

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Local administratif Place Rossel	A l'année				

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association, Mr Bernard BERHAULT	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
---	-------------------------------

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « ACCAAMa », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Patrick LOUISE

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique des arts martiaux » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 450 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle d'arts martiaux Jaurès
- Salle d'arts martiaux Nordez

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.

- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.

Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité

- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie

- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité

- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public

- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin

- Faire respecter les règles de sécurité aux participants

- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers

- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives

- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter

- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 578 rue des Fauvettes - Tourlaville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association, Mr Patrick LOUISE	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
---	-------------------------------

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Arts martiaux Jaurès	samedi	9h30/12h	Entraînement
Arts martiaux Nordez	Mardi	18h/21h30	Entraînement
	Jeudi	18h30/20h45	Entraînement
	Vendredi	12h15/13h45	Entraînement
	Week end		Stage

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Patrick LOUISE

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération xxxx à signer la présente convention
Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Aero Club Jean Piquenot », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mme Vincent MERCEY

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique de l'aéronautique et de l'aviation » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 1 200 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, seniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Vincent MERCEY

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

Envoyé en préfecture le 11/04/2023

Reçu en préfecture le 11/04/2023

Publié le 11/04/2023



ID : 050-200056844-20230407-DEL2023_074-DE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération xxxx à signer la présente convention Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « AGV La Brèche », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par sa Présidente, Mme Catherine JARDIN

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique de la gymnastique volontaire » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 380 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, seniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association

- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Maison Françoise Giroud - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

Le Président de l'association,
Mme Catherine JARDIN

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association, « Amicale Cycliste Cherbourg-en-Cotentin », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg-Octeville, représentée par son Président, Mr Joël ALMIN

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association, « pratique du cyclisme » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

- * rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)
- * Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

- * améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association
- * favoriser la formation de l'encadrement
- * favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 8 638 € au titre de l'année 2023 à savoir :

- 2 638 € au titre du fonctionnement
- 3 000 € au titre de l'organisation du Grand Prix Michel Lair
- 3 000 € au titre de l'organisation du Critérium cycliste de Cherbourg en Cotentin

La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

La Ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Locaux administratif et technique - Place Alfred Rossel

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers

- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes
- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, seniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Place Alfred Rossel - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

Le Président de l'association,
Mr Joël ALMIN

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Locaux administratif et technique – Place Rossel	A l'année		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Joël ALMIN

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention
Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Amicale Jogging Cherbourg », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Loïc COURPOTIN

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association pratique de la course à pied conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 1 307 € au titre de l'année 2023 à savoir :

- 557 € au titre du fonctionnement
- 500 € au titre de l'organisation « La Belle Etoile »
- 250 € au titre de l'organisation « Objectif Roule ».

La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Local de stockage – stade de la Manécierie

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales

- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Loïc COURPOTIN

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Local technique stade de la Manécierie	A l'année		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Loic COURPOTIN

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire Monsieur, Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération xxxx à signer la présente convention Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Amont Quentin Football Club », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr David GIBERT

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du football » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive afférant à chaque commune déléguée

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE DE LA COMMUNE DELEGUEE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 1 400 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Stade des Fourches
- Local administratif stade des Fourches

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales

- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 108 avenue de Normandie - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

Le Président de l'association,
Mr David GIBERT

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Local administratif Stade des Fourches	A l'année		
Stade des Fourches	Mercredi	19h30 / 21h	Entraînement
Stade des Fourches	Vendredi	19h30 / 21h	Entraînement
Stade des Fourches	Week-end		Compétitions

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr David GIBERT

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération xxxx à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « ASC Base-Ball », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Sébastien GREARD

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du base-ball » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 4 140 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Local administratif école Goubert

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Gymnase Vieilles Carrières
- Terrain Lande Saint Gabriel

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales

- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville
Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Sébastien GREARD

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Local administratif école Goubert	A l'année		
Terrain base ball Lande St Gabriel	Semaine		Entraînement
	Week end		Compétitions
Gymnase Les Vieilles Carrières	Mercredi	17h/20h	Entraînement
	vendredi	19h30/22h30	Entraînement
	samedi	15h/17h	Entraînement

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
 Mr Sébastien GREARD

Le Maire,
 Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération xxxx à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « ASC Boxe », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Jean-Yves LEMARCHAND

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique de la boxe » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 3 430 € au titre de l'année 2023 à savoir :

- 2 430 € au titre du fonctionnement
- 1 000 € au titre de l'organisation « Gala de boxe »

La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Local administratif gymnase Malakoff

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Gymnase Malakoff – Salle de boxe

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes
- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter

- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera

utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

Le Président de l'association,
Mr Jean-Yves LEMARCHAND

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Local administratif gymnase Malakoff	A L'année		
Salle de boxe Malakoff	Lundi au vendredi	17h30/21h30	Entraînement

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Jean-Yves LEMARCHAND

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération xxxx à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « ASC Tennis de Table », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Stephen TRISTAN

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du tennis de table » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 3 600 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle de tennis de table Vieilles Carrières

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales

- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 33 rue des Vieilles Carrières - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Stephen TRISTAN

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Salle de tennis de table gymnase des Vieilles Carrières	Lundi	18h/23h	Entraînement
	Mardi	18h/23h	Entraînement
	Mercredi	16h30/19h30 20h30/23h	Entraînement
	Jeudi	17h/20h0	Entraînement
	Vendredi	14h/22h30	Entraînement
	Week end		Entraînement Championnats

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Stephen TRISTAN

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération xxxx à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Association Sportive de Sambo », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Julien BASSARD

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du sambo » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

* proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale

* véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

* participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville

* proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé

* favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles

* proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 395 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle d'arts martiaux Nordez

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales

- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Salle Jean Nordez - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Julien BASSARD

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Salle d'arts martiaux Nordez	Samedi	9h/11h	Entraînement		
	Week end		Compétitions		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Julien BASSARD

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire Mr, Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération xxxx à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Association du Golf de Cherbourg », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Jacques LARGOUET

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du golf » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 2 000 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Domaine des Roches – La Glacerie

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Jacques LARGOUET

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

Envoyé en préfecture le 11/04/2023

Reçu en préfecture le 11/04/2023

Publié le 11/04/2023



ID : 050-200056844-20230407-DEL2023_074-DE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire Monsieur Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention Ci-après dénommée par les termes "la ville"

D'une part,

et

L'association "ASQ Omnisport", association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à 168 rue Marcel Sembat, Equeurdreville Hainneville 50120 Cherbourg en Cotentin représentée par son Président(e), Mr Rémy GUILLEMET

Ci-après dénommée par les termes "l'association"

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association [nature du projet] conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 46 080 € au titre de l'année 2023 à savoir :
La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

Section Football :

- La salle « le Lavoir »
- Un local de rangement situé sur le stade Leray
- Un ensemble de vestiaires/sanitaires situé sur le stade Leray

Section handball :

- Un bureau situé dans le Cosec
- Un local de rangement situé dans le Cosec

Section athlétisme :

- Un local technique situé sur le stade Fernagu
- Un local de musculation situé dans l'extension du Cosec

Section tennis :

- 2 courts couverts et club house attenant
- 2 courts extérieurs

Section natation :

- Salle à l'étage de la Rocambole

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Stade Fernagu : terrain d'honneur, piste d'athlétisme et vestiaires/sanitaires
- Stade LERAY : Terrain d'entraînement et vestiaires/sanitaires
- Stade Lecanu : Terrain annexe
- Stade Bocher : Terrain n°4
- Cosec : Grande salle et vestiaires/sanitaires
- Centre tennistique : terrain et vestiaires/sanitaires

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes
- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, seniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

Monsieur Le Maire est autorisé à signer les avenants liés aux délibérations du conseil municipal et des montants inscrits les annexes budgétaires.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Mairie déléguée de Querqueville, avenue de Couville Querqueville 50460 Cherbourg-en-Cotentin.

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

Le Président de l'association, M. Rémy GUILLEMET	Le Maire, Benoit ARRIVE
---	----------------------------

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
COSEC musculation	A l'année		
COSEC QQV	lundi	18h30/21h30	hand
	mardi	16h30/18h	Foot
	mardi	18h/20h30	Hand
	mercredi	16h30/18h	Foot
	mercredi	18h/21h30	Hand
	jeudi	16h30/20h	athlé
	samedi	10h/12h	hand
	dimanche	10h/12h	athlé
Week end	journée	championnats	
COSEC Extension	samedi	10h/12h	athlé
Stade Fernagu	mardi	18h/20	athlé
	mercredi	16h30/19h	Foot
	jeudi	18h/20h	athlé
	vendredi	18h/20h	athlé
	samedi	10h/12h	Foot
	samedi	13h/18h	foot
	dimanche	10h/12h	Athlé
	dimanche	13h30/18h	foot
	Week end	journée	championnats
Stade Leray	mercredi	16h30/19h30	foot
	Week end	journée	championnats
Tennis couverts Et extérieurs	Lundi	10h/12h30 16h30/22h	Tennis
	mardi	16h30/22h	Tennis
	Mercredi	10h30/12h 17h30/22h	tennis
	jeudi	12h/14h 17h30/22h	Tennis
	vendredi	12h/22h	
	Week end	journée	championnats
Stade Bocher Terrain 4	lundi	19h/21h	Foot
	mardi	18h30/21h	Foot
	mercredi	19h30/21h	Foot
	vendredi	19h/22h	foot
Stade Bocher Terrain 2 et synthétique	dimanche		championnats
Stade Lecanu Terrain annexe	lundi	18h/19h30	Foot
	jeudi	19h/21h	foot

Le Président de l'association,
M. Rémy GUILLEMET

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Bowling Club de Cherbourg », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr VINCENT Bruno

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du bowling » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 5 800 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Port Chantereyne - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Bruno VINCENT

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Centre Médico Sportif », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Christophe LEMAITRE

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « prévention médico-sportive » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 1 700 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 31 rue de l'Eglise Saint-Joseph - Tourlaville
En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

Le Président de l'association,
Mr Christophe LEMAITRE

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

Envoyé en préfecture le 11/04/2023

Reçu en préfecture le 11/04/2023

Publié le 11/04/2023



ID : 050-200056844-20230407-DEL2023_074-DE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention
Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Cherbourg Aquasanté », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par sa Présidente, Mme Anne BESNIER

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « réadaptation à l'activité physique en per et post thérapeuthique » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 4 000 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Piscine Chantereyne
- Piscine Maupas

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

f - Conformité avec la réglementation sportive en vigueur

- L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.
- L'association s'engage à respecter rigoureusement les règlements d'utilisation des équipements municipaux qui sont mis à sa disposition.
- Durant les créneaux horaires utilisés uniquement par l'association, celle-ci sera entièrement responsable de l'ouverture des portes, des personnes qui seront présentes dans l'établissement pendant la période d'utilisation, de la fermeture des portes d'accès des bassins et des bâtiments après leurs activités, afin de mettre ceux-ci en sécurité.
- L'Association devra respecter et faire respecter le règlement intérieur (tenue, consignes pour l'hygiène et la sécurité).
- Chaque séance se fera en présence d'une personne désignée comme responsable de la séance et qualifiée à cet effet.
- Ce personnel de surveillance devra impérativement être titulaire soit du brevet d'état (B.E.E.S.A.N.), soit du Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (B.P.J.E.P.S.), soit d'un diplôme équivalent (M.N.S.) à jour de révision, soit d'un Brevet National de Sauveteur Surveillant Aquatique (B.N.S.S.A.) à jour de révision, soit de tout autre diplôme équivalent donnant le titre de surveillant aquatique reconnu par les autorités compétentes.
- Les copies des diplômes devront être envoyées à l'administration de la piscine pour contrôle (chef du service piscines). En cas d'activité spécifique, l'Association devra respecter la réglementation en vigueur propre à l'activité dispensée (plongée, tir sur cible, nage avec palmes, etc.).
- De même, en cas de changement du personnel de surveillance de l'association, la copie du diplôme sera fournie au responsable du service piscines avant la première séance ou au plus tard avant le début de la saison sportive.

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, seniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Rue du Diablotin - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

Le Président de l'association, Mme Anne BESNIER	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
--	-------------------------------

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Piscine Chantereyne	Mardi	18h/19h	
	Mercredi	11h45/13h45	
	Vendredi	18h/19h	
Piscine Maupas	Jeudi	16h45/18h	

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mme Anne BESNIER

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Cherbourg Natation Plongée », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Patrick TESSON

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « promotion des activités subaquatiques » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 9 551 € au titre de l'année 2023 à savoir :

- 8 000 € au titre du fonctionnement
- 1 551 € au titre des anneaux du port

La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Locaux administratifs Port Chantereyne

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Piscine Chantereyne
- Piscine du Maupas

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée

entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes
- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

f - Conformité avec la réglementation sportive en vigueur

- L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.
- L'association s'engage à respecter rigoureusement les règlements d'utilisation des équipements municipaux qui sont mis à sa disposition.
- Durant les créneaux horaires utilisés uniquement par l'association, celle-ci sera entièrement responsable de l'ouverture des portes, des personnes qui seront présentes dans l'établissement pendant la période d'utilisation, de la fermeture des portes d'accès des bassins et des bâtiments après leurs activités, afin de mettre ceux-ci en sécurité.
- L'Association devra respecter et faire respecter le règlement intérieur (tenue, consignes pour l'hygiène et la sécurité).
- Chaque séance se fera en présence d'une personne désignée comme responsable de la séance et qualifiée à cet effet.
- Ce personnel de surveillance devra impérativement être titulaire soit du brevet d'état (B.E.E.S.A.N.), soit du Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (B.P.J.E.P.S.), soit d'un diplôme équivalent (M.N.S.) à jour de révision, soit d'un Brevet National de Sauveteur Surveillant Aquatique (B.N.S.S.A.) à jour de révision, soit de tout autre diplôme équivalent donnant le titre de surveillant aquatique reconnu par les autorités compétentes.
- Les copies des diplômes devront être envoyées à l'administration de la piscine pour contrôle (chef du service piscines). En cas d'activité spécifique, l'Association devra respecter la réglementation en vigueur propre à l'activité dispensée (plongée, tir sur cible, nage avec palmes, etc.).
- De même, en cas de changement du personnel de surveillance de l'association, la copie du diplôme sera fournie au responsable du service piscines avant la première séance ou au plus tard avant le début de la saison sportive.

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, seniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

Le Président de l'association, Mr Patrick TESSON	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
---	-------------------------------

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Locaux administratifs Port Chantereyne	A l'année				
Piscine Chantereyne	Lundi	20h45/22h45	Entraînement		
	Mardi	20h30/22h45	Entraînement		
	jeudi	19h15/22h45	Entraînement		
	Week end		Compétitions		
Piscine Maupas	Lundi	18h/19h30	Entraînement		
	Mardi	21h15/22h45	Entraînement		
	Mercredi	16h30/18h15	Entraînement		
	Mercredi	20h/22h	Entraînement		
	Jeudi	19h30/20h45	Entraînement		
	Vendredi	21h/22h30	Entraînement		
	Samedi	14h/16h	Entraînement		
Dimanche	10h/12h	Entraînement			

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association, Mr patrick TESSON	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
---	-------------------------------

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention
Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Cherbourg Pétanque », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Cyrille CHOUBRAC

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique de la pétanque » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 1 500 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Local école Goubert

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Boulodrome Tourlaville

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales

- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

Le Président de l'association,
Mr Cyrille CHOUBRAC

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Local administratif école Goubert	A l'année				
Boulodrome Tourlaville			Entraînements Compétitions		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association, Mr Cyrille CHOUBRAC	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
---	-------------------------------

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Cherbourg Triathlon », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Yann TRIDIVIC

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du triathlon » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 3 942 € au titre de l'année 2023 à savoir :

- 2 942 € au titre du fonctionnement
- 1 000 € au titre de l'organisation de l'aquathlon

La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle d'athlétisme Postaire
- Piste d'athlétisme Postaire
- Piscine Chantereyne
- Piscine du Maupas

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes
- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

f - Conformité avec la réglementation sportive en vigueur

- L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.
- L'association s'engage à respecter rigoureusement les règlements d'utilisation des équipements municipaux qui sont mis à sa disposition.
- Durant les créneaux horaires utilisés uniquement par l'association, celle-ci sera entièrement responsable de l'ouverture des portes, des personnes qui seront présentes dans l'établissement pendant la période d'utilisation, de la fermeture des portes d'accès des bassins et des bâtiments après leurs activités, afin de mettre ceux-ci en sécurité.
- L'Association devra respecter et faire respecter le règlement intérieur (tenue, consignes pour l'hygiène et la sécurité).
- Chaque séance se fera en présence d'une personne désignée comme responsable de la séance et qualifiée à cet effet.
- Ce personnel de surveillance devra impérativement être titulaire soit du brevet d'état (B.E.E.S.A.N.), soit du Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (B.P.J.E.P.S.), soit d'un diplôme équivalent (M.N.S.) à jour de révision, soit d'un Brevet National de Sauveteur Surveillant Aquatique (B.N.S.S.A.) à jour de révision, soit de tout autre diplôme équivalent donnant le titre de surveillant aquatique reconnu par les autorités compétentes.
- Les copies des diplômes devront être envoyées à l'administration de la piscine pour contrôle (chef du service piscines). En cas d'activité spécifique, l'Association devra respecter la réglementation en vigueur propre à l'activité dispensée (plongée, tir sur cible, nage avec palmes, etc.).
- De même, en cas de changement du personnel de surveillance de l'association, la copie du diplôme sera fournie au responsable du service piscines avant la première séance ou au plus tard avant le début de la saison sportive.

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, seniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association, Mr Yann TRIVIDIC	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
--	-------------------------------

ANNEXE 1**CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE
CHERBOURG-EN-COTENTIN****Rappel :**

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Salle Leluan Stade Postaire	Jeudi	18h/20h30	Entraînement		
Piscine Chantereyne	samedi	8h-9h15	Entraînement		
Piscine Maupas	Lundi	19h30/22h	Entraînement		
	Mardi	12h/13h45	Entraînement		
	Vendredi	12h/13h45	Entraînement		
	Samedi	11h/14h	Entraînement		
	Samedi	16h/18h	Entraînement		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association, Mr Yann TRIVIDIC	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
--	-------------------------------

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Club Alpin Français », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Michel LEJETTE

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique de l'escalade » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 450 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Mur d'escalade Baquesne 2

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, seniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 14 rue Paul Eluard - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Michel LEJETTE

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Mur d'escalade Baquesne 2	Mardi	17h30/22h	Entraînement		
	Jeudi	18h30/22h			

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association, Mr Michel LEJETTE	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
---	-------------------------------

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Club EPMM », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par sa Présidente, Mme Guylaine GAFFET

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique de l'entrainement physique » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 450 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle vitrée Nordez
- Gymnase Postaire – salle de réunion
- Gymnase Malakoff

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales

- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 27 place des Justes - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

La Présidente de l'association,
Mme Guylaine GAFFET

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Gymnase Malakoff	Lundi	18h/20h	Crossminton		
	Mercredi	16h15/17h30	Crossminton		
Salle vitrée Nordez	lundi	12h15/13h15	Pilates		
	lundi	18h30/21h	Pilates		
	mardi	18h30/21h	Pilates		
	mercredi	17h45/20h45	Stretching		
Salle de réunion Postaire	lundi	8h45/11h	Stretching		
	lundi	12h30/13h30	Stretching		
	lundi	14h/15h	APA		
	mardi	12h30/13h30	Stretching		
	jeudi	8h45/9h45	Stretching		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

La Présidente de l'association,
Mme Guylaine GAFFET

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération xxxx à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Association les Foulées de la Presse de la Manche », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par sa Présidente, Mme Laurence BALLOT

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association Organiser et promouvoir la course à pied sous toutes ses formes conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 31 500 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport vacances, Cité Jeunes, Temps d'Activité Périscolaire, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

Il est convenu que l'association assurera la visibilité de la ville, premier partenaire de l'opération de la façon suivante :

- positionnement de l'arche CEC sur la ligne de départ
- remise des prix assurée prioritairement par les élus de Cherbourg-en-Cotentin et notamment de la « Populaire » par le maire de CEC et de la course des As par la maire-adjointe aux sports.
- Visibilité de CEC lors de la remise de prix sur les prises de vue (roll-up ou tout autre dispositif fourni par la ville)
- Présence du logo CEC sur les dossards remis aux concurrents (à partir de l'édition 2023)
- Banderolage ville dans les zones de départ et d'arrivée et « goûter » visible sur les photos.
- De façon générale l'organisateur veillera à assurer la visibilité de la ville sur les photos publiées avant et après l'événement.
- La ville de Cherbourg-en-Cotentin sera citée comme « premier partenaire » des Foulées. Il sera rappelé également lors des prises de parole de l'organisateur « le concours des équipes de la ville à l'organisation des foulées. »
- L'organisateur diffuse le logo de la ville ainsi qu'un ou deux films promotionnels fournis par la ville sur les écrans géants installés en zone d'arrivée.
- Une ITV du maire de Cherbourg-en-Cotentin sera publiée dans la Presse de la Manche dans les jours précédant la course.
- La ville fournit un ou plusieurs t-shirts pour les mascottes des Foulées.

L'utilisation du logo de la Ville devra respecter la charte graphique fournie à cet effet.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 60 rue Carnot - Tourlaville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,
Le

Le Président de l'association, Mme Laurence BALLOT	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
---	-------------------------------

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association, « Echecs + », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Président, Mme Pascaline DIET

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association pratique des échecs conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 10 000 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

- Local administratif – Gymnase Baquesne 2

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle annexe - Gymnase Baquesne 2

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c-Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, seniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 2 bis rue du Soissonais - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

La Présidente de l'association,
Mme Pascaline DIET

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Local administratif – Gymnase Baquesne 2	A l'année		
Salle annexe – Gymnase Baquesne 2	Mardi	18h / 20h	Entraînement
	Mercredi	9h30 / 17h	
	Vendredi	18h / 20h	
	Samedi	9h / 18h	
Gymnase Baquesne 2 + salle annexe	Samedi Dimanche	Journée	Compétition

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

La Présidente de l'association,
Mme Pascaline DIET

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Ecole de Bowling de Cherbourg », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Guillaume LE TERRIER

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du bowling » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

* proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale

* véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

* participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville

* proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé

* favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles

* proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 771 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Port Chantereyne - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Guillaume LE TERRIER

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

Envoyé en préfecture le 11/04/2023

Reçu en préfecture le 11/04/2023

Publié le 11/04/2023



ID : 050-200056844-20230407-DEL2023_074-DE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Etoile Sportive Cherbourg-Octeville », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par sa Présidente, Mme BISSIERE

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique de la gymnastique artistique » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 1 334 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle de spécialité Tesson

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

La Présidente de l'association
Mme Maryvonne BISSIERE

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Salle de spécialité Tesson	Mardi	17h/20h			
	Mercredi	14h30/20h			
	Judi	17h30/19h30			
	Vendredi	17h/20h			
	Samedi	9h30/12h			

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

La Présidente de l'association, Mme Maryvonne Bissière	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
---	-------------------------------

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « France Shotokan Karaté Do », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Jean-Claude LECARPENTIER

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du karaté » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 300 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle d'arts martiaux Tesson

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 21 rue Boris Vian - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Jean-Claude LECARPENTIER

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Salle d'arts martiaux Tesson	mardi	19h/20h30	Entraînement		
	vendredi	19h/20h30	Entraînement		
	samedi	9h/10h30	Entraînement		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association, Mr Jean-Claude LECARPENTIER	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
---	-------------------------------

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention
Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association, « Gazelec Football Club », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg-Octeville, représentée par son Vice-Président, Mr Fabien BESSON

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association, « pratique du football » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 2 160 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Terrain synthétique stade des Fourches
- Local administratif stade des Fourches

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante :

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Vice-Président de l'association,
Mr Fabien BESSON

Le Maire,
Benoit ARRIVE

ANNEXE 1**CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE
CHERBOURG-EN-COTENTIN****Rappel :**

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Local administratif Stade des Fourches	A l'année		
Les Fourches	Mardi	19h30 / 21h	Entraînement
	Jeudi	19h30 / 21h	Entraînement
	Vendredi		Championnat
	Dimanche	Journée	Championnat

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33- 87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Vice-Président de l'association,
Mr Fabien BESSON

Le Maire,
Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Judo Club Police », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Hervé PARIS

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du judo » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 300 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle d'arts martiaux gymnase Tesson

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales

- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 2 rue du Val de Saire - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Hervé PARIS

Le Maire,
Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne assurant les missions de sécurité incendie	Téléphone
Salle d'arts martiaux Tesson	Jedi	17h30/19h45	Entrainement		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Hervé PARIS

Le Maire,
Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention
Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Kick Boxing Club Bulldog's Fighters », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Yohann MOULIN
Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du kick boxing » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 900 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle d'arts martiaux Baquesne 2

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Yohann MOULIN

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Salle d'arts martiaux Baquesne 2	Mardi	19h/22h	Entraînement
	Mercredi	19h/22h	Entraînement
	Jeudi	19h/22h	Entraînement

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association, Mr Yohann MOULIN	Le Maire, Mr Benoit ARRIVE
--	-------------------------------

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association, « Les Terribles », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Président, Mr Justin COUSINARD

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association, « pratique du football américain », conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 4 229 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

La Ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Terrain synthétique - Stade de la Manécierie
- Petit terrain - Stade de la Manécierie
- Terrain Lucet
- Terrain principal Gamacherie

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers

- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes
- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Justin COUSINARD

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Terrain principal Gamacherie	Mercredi	15h/17h	Entrainement
Terrain synthétique	Lundi	20h / 22h	Entrainement
Terrain synthétique	jeudi	19h / 22h	Entrainement En partage avec RCCH
Salle de réunion Manécerie	Vendredi	19h / 20h	

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Justin COUSINARD

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

Envoyé en préfecture le 11/04/2023

Reçu en préfecture le 11/04/2023

Publié le 11/04/2023



ID : 050-200056844-20230407-DEL2023_074-DE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association, « Nord Cotentin Mountain Bike », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Président, Mr Guillaume PAULMIER

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association pratique du VTT conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

Pendant cette période sanitaire contrainte, la commune reste à l'écoute et en soutien aux associations.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 5 434 € au titre de l'année 2023 à savoir :

- 2 734 € au titre du fonctionnement
- 2 500 € au titre de l'organisation du R4C
- 200 € au titre de l'organisation de l'Enduro

La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Local administratif - Place Alfred Rossel
- Local technique - Parking du Grand Perroquet

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c-Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Parking du Grand Perroquet - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Guillaume PAULMIER

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Local administratif – Place Rossel	A l'année				
Local technique – Parking Grand Perroquet	A l'année				

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Guillaume PAULMIER

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire , Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Office Municipal des Sports », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Robert BARTHONNAT

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « soutien aux pratiques sportives » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 400 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Local administratif école Goubert

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, seniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Robert BARTHONNAT

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Local administratif Ecole Goubert	A l'année		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Robert BARTHONNAT

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE, agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « Randonneurs Cyclotouristes Cherbourgeois », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par ses Co-Présidents, Mrs RAMET et THIBOUSQUE

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du cyclo tourisme » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 380 € au titre de l'année 2023. La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Bungalows Nordez

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : 36 Avenue Henri Poincaré - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Les Co-Présidents de l'association,
Mrs RAMET et THIBOUSQUE

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée
Bungalows Nordez	A l'année		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Les Co-Présidents de l'association,
Mrs RAMET et THIBOUSQUE

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre les soussignés :

La ville de Cherbourg-en-Cotentin, représentée par son Maire, Mr Benoit ARRIVE agissant au nom et pour le compte de ladite ville, habilité par la délibération XXXX à signer la présente convention

Ci-après dénommée par les termes « la ville »

D'une part,

et

L'association « USC Tennis de Table », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Cherbourg en Cotentin, représentée par son Président, Mr Matthieu COURTIN

Ci-après dénommée par les termes « l'association »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Vu la loi n° 98-146 du 6 mars 1998, relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations
- Vu l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 qui prévoit la possibilité pour un exploitant de déléguer la sécurité à une association par voie de convention
- Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « pratique du tennis de table » conforme à son objet statutaire,

Considérant que le projet s'inscrit dans la politique sportive de la ville qui vise à :

- renforcer le tissu social de la Ville à travers la participation à des actions sportives d'éducation, d'intégration et de cohésion sociale
- développer l'offre sportive afin de permettre à chaque habitant de la ville de pratiquer un ou plusieurs sports et ce quel que soit son âge, ses attentes, ses moyens et ses aptitudes
- véhiculer une image dynamique et positive de la Ville
- renforcer le rôle du sport au service de la protection et de la promotion de la santé des personnes

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté vient en synergie de la politique sportive.

C'est en tenant compte de ces dispositions que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre un plan d'action, en cohérence avec les orientations de politique publique citées à l'article 2.

Pour sa part, la ville contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – AXE DE LA POLITIQUE SPORTIVE

Le projet devra s'inscrire dans les objectifs que la ville s'est fixés au travers du développement de sa politique sportive en matière de :

- Sport de masse

* rendre accessible la découverte de l'activité (qualité de l'accueil, tarifs adaptés, encadrement qualifié)

* Développer des activités non compétitives et une offre de service pour tous les publics

- Sport de compétition

* améliorer le niveau de compétition en atteignant le plus haut niveau en adéquation avec les moyens de ville et de l'association

* favoriser la formation de l'encadrement

* favoriser la formation des jeunes

- Vie locale

- * proposer des manifestations sportives de qualité qui contribueront à dynamiser la vie locale
- * véhiculer une image positive de la ville au travers des compétitions (auxquelles le club participe) et manifestations organisées

- Insertion par le sport

- * participer et/ou mener des actions en direction des publics politique de la ville
- * proposer et/ou mener des actions en lien avec le sport santé
- * favoriser la pratique sportive de tous les publics (quelques soit leur âge) et les actions intergénérationnelles
- * proposer des activités prenant en compte la notion d'handicap

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

ARTICLE 3.1 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

L'association doit constituer un dossier de demande de subvention chaque année. Ce dossier est remis au référent de la commune déléguée dans les délais fixés par l'administration municipale afin de solliciter l'attribution d'une subvention.

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous condition expresse que toutes les clauses soient remplies, chaque année, le Conseil Municipal sera invité à déterminer et à voter une subvention au bénéfice de l'association.

La subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur en un ou plusieurs versements à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties et de la production des pièces détaillées à l'article 4.1.

L'association percevra une subvention d'un montant de 5 835 € au titre de l'année 2023 à savoir :

- 4 335 € au titre du fonctionnement
- 1 500 € pour l'organisation du tournoi de Noël

La subvention sera versée une fois le budget primitif de la ville adopté et rendu exécutoire.

Le Conseil Municipal pourra voter des subventions exceptionnelles en cours d'année pour accompagner les projets qui lui paraîtront pertinents.

La ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. Elle ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait des actions engagées par l'association.

La ville peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 2 par l'association.

ARTICLE 3.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le présent article définit les conditions de mise à disposition à l'association de locaux appartenant à la ville.

ARTICLE 3.2.1 – DESIGNATION DES LOCAUX

Mise à disposition permanente

La mise à disposition porte sur les locaux désignés ci-dessous :

- Local administratif Nordez

Mise à disposition de créneaux dans les équipements suivants

- Salle de tennis de table Nordez

ARTICLE 3.2.2 – DESTINATION DES LOCAUX

L'association s'engage à n'utiliser les locaux mis à sa disposition que dans le cadre de ses activités sportives associatives. Toute utilisation différente de ces locaux devra avoir reçu l'accord préalable écrit par la Ville.

L'association s'engage par ailleurs à respecter les lois et les règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition.

La ville s'engage à mettre à disposition les équipements nécessaires aux activités de l'association conformément au planning d'utilisation

ARTICLE 3.2.3 – CONDITIONS D'UTILISATION

a - Horaires d'utilisation

Tous les équipements visés ci-dessus sont mis à la disposition de l'association pour la pratique de ses activités selon un planning établi chaque année en concertation avec les services gestionnaires de la Ville. L'association doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

b - Cession du droit d'occupation :

L'association ne pourra en aucun cas céder son occupation, ni sous-louer tout ou partie des locaux.

Les créneaux et locaux sont exclusivement réservés à l'association et ne doivent en aucun cas être mis à disposition ou en partage avec d'autres associations sans accord préalable de Ville.

En cas de non utilisation des créneaux et locaux mis à disposition dans le courant de l'année, l'association devra obligatoirement en informer la ville.

c -Entretien – aménagements – travaux

La jouissance des locaux mis à disposition implique le maintien en bon état d'entretien de ceux-ci, à la charge de l'association ainsi que la réparation ou le remplacement de toute dégradation occasionnée du fait de l'activité.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- Se conformer aux lois et règlements en vigueur et notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

Aussi, l'association veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre et du voisinage ne soient troublés en aucune manière par son fait et celui des usagers.

L'association renoncera à tout recours contre la Ville du fait de troubles de jouissance ou dommages causés par des tiers.

L'association ne pourra élever aucune réclamation contre la Ville en raison des dégâts causés par cas fortuit ou force majeure.

L'association ne pourra modifier les lieux qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Ces travaux feront l'objet d'une demande écrite.

d - Dispositions relatives à la sécurité

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'association des locaux conformes à la réglementation et à les maintenir en conformité avec cette réglementation. La Ville prend en charge la maintenance de toutes les installations inhérente à sa qualité de propriétaire :

- Veiller à la propreté et l'hygiène de l'équipement
- Afficher les consignes à appliquer en cas d'accident et/ou incident
- Mettre à jour le registre de sécurité
- Veiller à l'entretien des matériels et notamment ceux dédiés à la sécurité et de protection incendie.

L'association fera son affaire de toute obligation législative et réglementaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail et d'une manière générale les conditions d'exercice de ses activités. Elle s'engage à contrôler les entrées et sorties des usagers et autres personnes accueillies et à veiller à ce que les règles de sécurité soient respectées.

Dans le cadre de l'obligation faite à la Ville de surveillance de ses installations sportives et conformément à l'article M § 46 de l'arrêté du 11 décembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie.

La convention relative à la sécurité des établissements de la ville est annexée à la présente convention. Il conviendra au responsable de l'association de la retourner au service gestionnaire dûment signée et complétée.

Cette convention de délégation comprend les mises à disposition de créneaux annuelles dans les équipements sportifs de la ville (entraînements / championnats).

Les mises à disposition pour les manifestations exceptionnelles devront faire l'objet d'une autre convention distincte liée à la déclaration de manifestation.

L'association reconnaît avoir pris connaissance :

- des consignes générales de sécurité et ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Ville de Cherbourg-en-Cotentin ou du responsable d'établissement, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'installation sportive avec :
Une reconnaissance des voies d'accès, des itinéraires d'évacuation et des issues.
Un repérage des emplacements des dispositifs d'alarmes, des moyens d'extinction, des consignes de sécurité, du registre de sécurité
- Avoir reçu de la Ville une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'installation ainsi que le contenu des consignes de sécurité

e - Responsabilité de l'utilisateur

Au cours de l'utilisation des équipements mis à disposition, l'association s'engage à

- Signaler au service gestionnaire tout problème rencontré concernant la sécurité des installations sportives
- Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie
- Organiser les secours en cas d'incident et prendre éventuellement sous l'autorité de l'agent d'astreinte, les premières mesures de sécurité
- Maintenir les sorties de secours dégagées en présence du public
- Diriger les secours en cas d'incident ou d'accident (pompiers, police...) et se mettre à leur disposition si besoin
- Faire respecter les règles de sécurité aux participants
- Faire respecter l'interdiction de stationnement dans les enceintes sportives et les interdictions de stationnement liées aux accès pompiers
- Se conformer et faire se respecter les pratiquants au règlement intérieur des structures sportives
- Connaître et faire respecter la réglementation liée à la consommation d'alcool notamment au sein des enceintes sportives et faire les déclarations afférentes

- Veiller au respect de la destination des installations, à leur bon usage, leur propreté, de l'interdiction de fumer et vapoter
- Eteindre les lumières, vérifier les robinets et procéder à la fermeture des portes dès la fin du créneau d'utilisation

Exercice du droit du propriétaire

L'association s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'occupation la possibilité d'accès des agents municipaux et de leurs mandataires à l'intérieur de l'équipement. **En conséquence, les changements de serrure ne pourront être effectués que par les services techniques municipaux.**

La Ville s'engage à être joignable dans les créneaux de délégation de responsabilité par les biais de l'astreinte au :

- 02-33-87-87-07 du lundi au vendredi de 8h15 à 12h et de 13h30 à 17h
- 02-33-87-88-89 en dehors des horaires précisés ci-dessus

La Ville se réserve le droit de faire procéder à une visite de l'établissement par une commission de sécurité.

L'association supportera sans pouvoir réclamer aucune indemnité, toutes réparations, améliorations, travaux divers, que la Ville jugerait utile d'effectuer pendant la durée de la convention.

En tout état de cause, il est expressément convenu que, sauf urgence, les travaux exécutés par la Ville ne seront entrepris qu'après information de l'association.

ARTICLE 3.2.4 – CONDITIONS FINANCIERES

Ces présentes mises à disposition sont consenties à titre gratuit.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

En contrepartie du versement de la subvention, l'association s'engage annuellement à :

- Fournir le compte rendu financier et le rapport d'activité du dernier exercice. Au-delà de 153 000 € de fonds publics, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes certifié et transmettre à la commune tout document produit par celui-ci.
- Fournir le budget prévisionnel de l'exercice concerné
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits compte annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
- Respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité et s'acquitter de toutes les taxes et impôts constituant ses obligations fiscales
- Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tenir sa comptabilité à la disposition de la commune. A ce titre, cette dernière peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements.

ARTICLE 4.2 – CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SPORTIVE

L'association s'engage à développer sa pratique conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.3 – PARTENARIAT AVEC LA VILLE

L'association apportera son soutien à la ville pour accompagner les actions de proximité en terme de jeunesse, quartier, handicap, séniors...comme par exemple Sport 5/12, Cité Jeunes, Forum des assos...

L'association s'engage à faire mention de la participation de la ville sur tous les supports de communication et dans tous ses rapports avec les médias. Elle veille à associer la commune à travers leurs représentants à toute manifestation publique les concernant.

L'association s'engage à utiliser le logo de la ville sur tous les supports de communication print et digital, la billetterie et les panneaux publicitaires en respectant la charte graphique de la ville.

ARTICLE 4.4 – ASSURANCE

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les conditions de fonctionnement de ses activités. Elle en paiera les primes et cotisations. Elle devra fournir la copie des polices d'assurance.

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la ville et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés. L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance.

ARTICLE 4.5 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Elle devra communiquer à la ville toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du bureau ou du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4.6 – CONTRAT ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Dans le cadre de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les associations et les fondations doivent souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique.

Au travers de cette convention, l'association s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 5 – EVALUATION

Chaque année, l'association devra fournir un bilan d'activité permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat conformément aux accords précités.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée de plein droit en cas :

- de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Si le non-respect de la convention est imputable à l'association, cette dernière rembourse à la ville la part de la subvention déjà perçue au prorata de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.
- dissolution de l'association
- de manquement grave à l'éthique sportive.
- de liquidation judiciaire ou insolvabilité notaire de l'association sans préavis ni indemnité

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les deux parties.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE DES DROITS

L'association ne pourra céder les droits résultants de la présente convention à qui que ce soit. A ce titre, l'association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

ARTICLE 8 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux, après épuisement des voies amiables de conciliation. Le tribunal compétent est : le Tribunal administratif de Caen 3, rue Arthur Le Duc 14000 Caen. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Le siège social de l'association devra obligatoirement se situer sur le territoire de la ville de Cherbourg en Cotentin.

Le siège social de l'association se situe à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Cherbourg-Octeville

En cas de siège social en Mairie, l'association devra disposer d'une adresse postale différente.

Le siège social en Mairie ne sera accordé qu'après demande expresse auprès des services de la ville.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de un an à compter du 1^{er} janvier 2023

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal

Fait à Cherbourg-en-Cotentin, en deux exemplaires,

Le

Le Président de l'association,
Mr Matthieu COURTIN

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE LA VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

Rappel :

L'article MS 46 §3 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié précise :

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements autres que ceux de la 1^{ère} catégorie, sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c du présent article.

L'association certifie être en mesure d'assurer les missions définies ci-dessous :

- a) Connaître et faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap.
- b) Prendre éventuellement, sous l'autorité de la Ville, les premières mesures de sécurité.
- c) Assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique.

Créneaux dans les équipements sportifs (entraînements / championnats)

Equipements	Jours d'utilisation	Horaires d'utilisation	Activité autorisée	Personne responsable du créneau	Téléphone
Salle de tennis de table Nordez	Lundi	17h30/22h	Entraînement		
	Mardi	18h/22h	Entraînement		
	Mercredi	13h30/22h	Entraînement		
	Jeudi	19h/22h	Entraînement		
	Vendredi	18h/22h	Entraînement		
	Week-end		Entraînement Championnats		

Coordonnées de personne de la collectivité à contacter en cas d'urgence :

Du lundi au vendredi de 8h15 à 12 h et de 13h 30 à 17h : Direction des sports au 02-33-87-87-07

En dehors de ces horaires : Service d'astreinte au 02-33-87-88-89

L'association certifie notamment :

- Avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter.
- Avoir procédé avec l'exploitant à une visite de l'équipement et à une connaissance des voies d'accès et des issues de secours
- Avoir reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Le Président de l'association,
Mr Matthieu COURTIN

Le Maire,
Mr Benoit ARRIVE